

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/W/61
17 octobre 2003

(03-5501)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

La communication ci-après, présentée sous la forme d'un document informel à la réunion du Comité de l'agriculture tenue le 25 septembre 2003, est distribuée aux Membres en tant que document de travail à la demande de la délégation de la République populaire de Chine.

À sa réunion du 25 septembre 2003 (WTO/AIR/2165), le Comité de l'agriculture avait inscrit à son ordre du jour l'examen transitoire visé à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine. Aux fins de cet examen, j'ai l'honneur de communiquer ci-après, sur instruction de mes autorités, des renseignements pertinents au Comité de l'agriculture conformément aux dispositions du paragraphe IV:3 de l'Annexe 1A du Protocole d'accession de la République populaire de Chine. Ces renseignements sont les suivants:

- les "Règles d'application régissant l'attribution du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003" (Appendice);
- la "Décision régissant la réattribution des parts du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003" (Appendice); et
- les "Règles d'application régissant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003" (Appendice).

**Décision de la Commission d'État pour le développement et la planification
n° 4, 2002¹**

Les "Règles d'application régissant l'attribution du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003" sont formulées conformément aux "Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles"; elles sont communiquées ci-après.

Commission d'État pour le développement et la planification
30 septembre 2002

**Règles d'application régissant l'attribution du contingent tarifaire
pour l'importation de produits agricoles
importants en 2003**

Les quantités autorisées, les prescriptions relatives à la demande et les méthodes d'attribution des parts de contingent tarifaire pour le blé, le maïs, le riz, l'huile de palme, l'huile de soja, l'huile de colza, le sucre et le coton sont publiées ci-après conformément aux "Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles".

1. Les contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles en 2003 sont, respectivement, les suivants: 9,052 millions de tonnes pour le blé, dont 90 pour cent relèvent d'un commerce d'État, 6,525 millions de tonnes pour le maïs, dont 64 pour cent relèvent d'un commerce d'État, 4,655 millions de tonnes pour le riz (dont 2,3275 millions de tonnes pour le riz à grains longs ou le riz usiné, et 2,3275 millions de tonnes pour le reste, à savoir le riz à grains moyens et courts), dont 50 pour cent relèvent d'un commerce d'État, 2,6 millions de tonnes pour l'huile de palme (dont 26 pour cent relèvent d'un commerce d'État), 2,818 millions de tonnes pour l'huile de soja (dont 26 pour cent relèvent d'un commerce d'État), 1,0186 million de tonnes pour l'huile de colza (dont 26 pour cent relèvent d'un commerce d'État), 1,852 million de tonnes pour le sucre (dont 70 pour cent relèvent d'un commerce d'État) et 0,85625 million de tonnes pour le coton (dont 33 pour cent relèvent d'un commerce d'État).

2. Les contingents tarifaires pour les importations de produits agricoles sont soit du type A, soit du type B. Le type A s'applique aux contingents à l'importation pour le commerce général (y compris aux importations réalisées au moyen de diverses méthodes de commerce, à l'exception du trafic de perfectionnement actif). Le type B s'applique aux contingents à l'importation dans le cadre du programme de perfectionnement actif. L'obligation de solliciter un certificat de part de contingent ne s'applique pas dans le cas des produits agricoles soumis à contingentement tarifaire à l'importation qui sont importés dans des zones sous douane ou des zones franches pour l'industrie d'exportation dans le cadre du programme de perfectionnement actif.

3. Les demandeurs de parts de contingent tarifaire à l'importation doivent remplir les conditions de base suivantes: être enregistrés auprès de l'administration nationale de l'industrie et du commerce avant le 1^{er} octobre 2002 (le duplicata de la licence commerciale pour l'entité commerciale est exigé); être en bonne situation financière et avoir payé ses impôts (information pertinente pour 2001 et 2002 exigée); avoir un dossier d'infraction vierge auprès des douanes et des autorités responsables de l'administration de l'industrie et du commerce, et des autorités compétentes en matière d'inspection et de mise en quarantaine et de fiscalité pour la période allant de 2000 à 2002; avoir subi avec succès l'inspection annuelle de 2001; ne pas avoir enfreint les Mesures intérimaires concernant

¹ Seule la version en chinois de ce document fait foi. Le texte en anglais n'est fourni qu'à titre de référence.

l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles. En plus des conditions qui précèdent, les demandeurs de parts de contingent à l'importation pour le commerce général doivent satisfaire à l'un des critères énoncés ci-après:

- 1) Dans le cas du blé, ils doivent être:
 - a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
 - d) des entreprises de production ayant la capacité de traiter 400 tonnes ou plus de blé par jour.
- 2) Dans le cas du maïs, ils doivent être:
 - a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002;
 - d) des entreprises produisant des aliments composés pour animaux dont la demande annuelle de maïs est de 50 000 tonnes ou plus; ou
 - e) d'autres entreprises ayant besoin de 100 000 tonnes ou plus de maïs par an.
- 3) Dans le cas du paddy et du riz (le riz usiné et les autres riz feront l'objet de demandes distinctes), ils doivent être:
 - a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002;
 - d) des producteurs de céréales ayant réalisé des ventes au détail et en gros de céréales, dont le chiffre de ventes annuelles est égal ou supérieur à 0,1 milliard de yuan RMB; ou
 - e) des entreprises commerciales ayant un volume annuel d'importation et d'exportation de céréales égal ou supérieur à 25 millions de dollars EU.
- 4) Dans le cas de l'huile de palme, ils doivent être:
 - a) des entreprises commerciales d'État;

- b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
 - d) des entreprises de production utilisant l'huile de palme comme matière première directe en quantité égale ou supérieure à 3 000 tonnes par an.
- 5) Dans le cas de l'huile de soja, ils doivent être:
- a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
 - d) des entreprises de transformation de l'huile de soja ayant une capacité quotidienne de traitement égale ou supérieure à 200 tonnes d'huile de soja brute.
- 6) Dans le cas de l'huile de colza, ils doivent être:
- a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
 - d) des entreprises de transformation de l'huile de colza ayant une capacité quotidienne de traitement égale ou supérieure à 200 tonnes d'huile de colza brute.
- 7) Dans le cas du sucre, ils doivent être:
- a) des entreprises commerciales d'État;
 - b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
 - c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
 - d) des producteurs de sucre ayant une capacité quotidienne de production égale ou supérieure à 600 tonnes de sucre brut.
- 8) Dans le cas du coton, ils doivent être:
- a) des entreprises commerciales d'État;

- b) des entreprises nationales ayant pour mandat de constituer des réserves nationales;
- c) des entreprises ayant des antécédents d'importation dans le cadre du commerce général en 2002; ou
- d) des filatures de coton ayant une capacité de filage égale ou supérieure à 50 000 broches.

4. Les contingents tarifaires à l'importation pour le commerce général (type A) sont attribués en fonction des résultats obtenus par les requérants, de leurs capacités de traitement, ainsi que de leur expérience et de leur capacité de production, d'importation, de vente ou de service après-vente sur les marchés internationaux.

- 1) Si le volume total des contingents tarifaires à l'importation pour le commerce non étatique (type A) est suffisant pour répondre à la demande de l'ensemble des requérants qualifiés, les parts de contingent sont attribuées en fonction des demandes présentées.
- 2) Si le volume total des contingents tarifaires à l'importation pour le commerce non étatique (type A) n'est pas suffisant pour répondre à la demande de l'ensemble des requérants qualifiés, ceux qui ont des antécédents d'importation bénéficient de la priorité dans l'attribution des parts de contingent du type A. En ce qui concerne les requérants sans antécédents d'importation, les parts de contingent du type A leur sont attribuées de manière proportionnelle à leurs capacités de traitement ou au volume de leurs activités. Si la quantité demandée est inférieure à celle qui aurait été attribuée proportionnellement, les contingents tarifaires à l'importation sont attribués comme demandé.

5. Les requérants qui sollicitent des parts de contingent tarifaire à l'importation pour le trafic de perfectionnement actif (type B) présentent leur demande aux agences locales agréées par la SDPC dans leur juridiction territoriale, sur la foi du certificat d'autorisation du trafic de perfectionnement actif délivré par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, lesquelles agences leur délivrent leur certificat de part de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles (type B).

6. La période pendant laquelle sont considérées les demandes de parts de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles pour le commerce général en 2003 s'étend du 15 au 31 octobre 2002. Les requérants qui sollicitent des parts de contingent du type A reçoivent des agences agréées par la SDPC (ou téléchargeront/copieront du site Web de "China Economic Information") le formulaire de demande pertinent (voir les appendices) qu'ils remplissent. Les agences agréées par la SDPC sont chargées de recevoir les demandes des entreprises dans les limites de leurs mandats respectifs. Elles présentent les requêtes admissibles à la SDPC avant le 30 novembre 2002. Celle-ci adresse aux utilisateurs finals, avant le 1^{er} janvier 2003, l'Avis relatif aux arrangements de répartition des contingents tarifaires à l'importation pour les produits agricoles.

7. L'attribution des parts de contingent tarifaire pour la laine et la laine peignée sera effectuée selon le principe du "premier arrivé, premier servi". Pour les conditions détaillées et la procédure de présentation des demandes, prière de se référer aux Règles d'application régissant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003.

Appendice 1: Formulaire de demande de parts de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles, type A

Cachet du requérant

Signature du fondé de pouvoir du requérant

Désignation de l'importation agricole demandée:	Quantité demandée:	
Mode de commerce:	<input type="checkbox"/> Avec antécédents d'importation en 2002	<input type="checkbox"/> Sans antécédents d'importation en 2002
Région:	Nom du requérant:	
Siège social:		
N° de téléphone:	N° de télécopie:	Adresse électronique:
Adresse de l'entreprise:		Code douanier:
Capital social:	Numéro d'enregistrement auprès de l'autorité chargée de l'industrie et du commerce:	Numéro d'enregistrement fiscal national:
Nature de l'entreprise:	<input type="checkbox"/> Publique <input type="checkbox"/> En propriété collective <input type="checkbox"/> Privée <input type="checkbox"/> À participation étrangère <input type="checkbox"/> Autre	
Type d'entreprise:	<input type="checkbox"/> Manufacturière <input type="checkbox"/> Commerciale <input type="checkbox"/> Autre	
À remplir par une entreprise manufacturière		
Produit(s) et capacité de production de l'entreprise en 2002:	Désignation du (des) produit(s):	Désignation de la (des) matière(s) première(s) demandée(s):
	Production journalière (en tonnes):	Quantité journalière demandée (en tonnes):
	Production annuelle (en tonnes):	Quantité annuelle demandée (en tonnes):
	Ventes annuelles (en 10 000 RMB):	
À remplir par une entreprise commerciale		
1. Vente du (des) produit(s) agricole(s) demandé(s) (en tonnes):	2000	Quantité importée:
	2001	Quantité importée:
2. Ventes de l'entreprise en 2001 (en 10 000 RMB):		
À remplir par une entreprise ayant des antécédents d'importation (à l'exclusion des importations réalisées par l'entremise d'un courtier)		
Contingent attribué en 2001 (en tonnes):	Volume des importations effectives relevant du contingent de type A (en tonnes):	
Contingent attribué en 2002 (en tonnes):	Volume des importations estimées relevant du contingent de type A (en tonnes):	
Remarques		
Avis de l'agence agréée chargée de l'examen et de l'autorisation		

- Instructions:
1. "Désignation de la (des) matière(s) première(s) demandée(s)" s'entend des importations agricoles demandées. "Désignation du (des) produit(s)" s'entend des principaux produits fabriqués à partir des importations demandées de matières premières directes.
 2. Aux rubriques "Production journalière/annuelle" et "Quantité journalière/annuelle demandée", prière d'indiquer la pleine capacité de production de blé, de maïs, d'huile de soja, d'huile de colza et de sucre, ainsi que la quantité demandée de matières premières.
 3. Les requérants qui demandent des parts de contingent pour le coton sont invités à indiquer le nombre de broches de leur capacité de filage à la rubrique "quantité journalière demandée".

**Appendice 2: Formulaire de demande de parts de contingent tarifaire à l'importation
pour les produits agricoles, type B**

Cachet du requérant

Signature du fondé de pouvoir du requérant

Région:	Numéro du "Certificat d'autorisation de transactions dans le cadre du trafic de perfectionnement":	
Nom du requérant:	Code douanier:	
Siège social:	Numéro d'enregistrement auprès de l'autorité chargée de l'industrie et du commerce:	
Personne à contacter:	N° de téléphone:	N° de télécopie:
Nature de l'entreprise:	<input type="checkbox"/> Publique <input type="checkbox"/> En propriété collective <input type="checkbox"/> Privée <input type="checkbox"/> À participation étrangère <input type="checkbox"/> Autre	
Nom de l'entreprise de transformation:	Adresse de l'entreprise de transformation:	
Types de trafic de perfectionnement:	Date limite pour le rachat du (des) produit(s) fini(s) exporté(s):	
Destination d'exportation du (des) produit(s) transformé(s):	Désignation du (des) produit(s) transformé(s) exporté(s):	
Désignation du produit agricole importé:	Code du produit agricole importé:	Quantité demandée:
Port d'importation:	Lieu d'origine:	Pays commerçant importateur (région):
Valeur totale:	Valeur totale en dollars EU:	Prix à l'unité:
Avis de l'agence agréée chargée de l'examen et de l'autorisation		

**Décision de la Commission nationale du développement et de la réforme,
Ministère du commerce de la République populaire de Chine
N° 16, 2003²**

La décision régissant la réattribution des parts du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003, formulée conformément aux "Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles", est publiée ci-après.

Commission nationale du développement et de la réforme,
Ministère du commerce
11 août 2003

**Décision régissant la réattribution des parts du contingent tarifaire pour
l'importation de produits agricoles importants en 2003**

Conformément aux dispositions pertinentes des "Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles" (Décret n° 19, Commission d'État pour le développement et la planification, ci-après dénommées "Mesures intérimaires"), des "Règles d'application régissant l'attribution des parts du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003" (Décision n° 4, 2002, Commission d'État pour le développement et la planification, ci-après dénommée "Règles d'attribution"), des "Règles d'application régissant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003" (Avis n° 6, 2002, Commission d'État pour le développement et la planification, ci-après dénommées "Règles d'application"), ainsi qu'aux principes de l'ajustement de droits officiels dans le cadre de la réforme des agences du Conseil d'État, les modalités de réattribution des parts du contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles importants en 2003 sont les suivantes:

1. Les entreprises auxquelles a été attribué le contingent tarifaire à l'importation pour le commerce général pour le blé, le maïs, le paddy et le riz, l'huile de soja, l'huile de colza, l'huile de palme, le sucre et le coton, qui estiment qu'elles ne seront pas en mesure de signer les contrats d'importation correspondant au volume du contingent attribué jusqu'au 31 décembre 2003 ou qui ont signé ces contrats mais dont les envois ne peuvent quitter le port d'origine avant la fin de l'année en cours, restitueront la part non utilisée du volume du contingent qui leur a été attribué jusqu'au 15 septembre aux commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale) (agences agréées par l'ex-Commission d'État du plan). La Commission nationale du développement et de la réforme et le Ministère du commerce réattribueront les contingents ainsi restitués. Si les utilisateurs finals ne restituent pas le contingent comme demandé jusqu'au 15 septembre ni ne parviennent à épuiser le contingent qui leur a été attribué avant la fin de l'année en cours, la Commission nationale du développement et de la réforme et le Ministère du commerce procéderont à une déduction correspondante proportionnelle à la part du contingent non épuisée lorsqu'ils attribueront les parts de contingent tarifaire pour l'importation de produits agricoles en 2004.

2. Les utilisateurs qui ont acquis et épuisé leur contingent tarifaire pour le commerce général pour 2003 (c'est-à-dire ceux qui ont communiqué la copie de leurs formulaires de déclaration d'importation aux commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes,

² Seule la version en chinois de ce document fait foi. Le texte en anglais n'est fourni qu'à titre de référence.

municipalités relevant directement de l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale)), ainsi que les nouveaux utilisateurs qui satisfont aux prescriptions relatives à la demande énoncées dans les "Règles d'attribution" mais qui n'ont pas demandé de parts du contingent tarifaire pour le commerce général pour l'année 2003 avant le début de l'année en cours, peuvent demander une réattribution des parts du contingent tarifaire pour le commerce général pour les produits agricoles aux commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale) en envoyant simultanément un duplicata de leur demande aux autorités chargées du commerce extérieur et de la coopération économique du même échelon.

3. Les requérants adressent leur demande de réattribution des parts du contingent tarifaire (pour la laine et la laine peignée, la procédure est la même dans les cas suivants) par écrit aux commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale) entre le 1^{er} et le 15 septembre, et envoient simultanément un duplicata de leur demande aux autorités chargées du commerce extérieur et de la coopération économique du même échelon. Le formulaire de demande est rempli conformément aux prescriptions énoncées dans les "Règles d'attribution".

4. Après avoir examiné et approuvé les demandes à titre préliminaire, les commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale) procèdent, à compter du 1^{er} septembre, à la déclaration des requérants qualifiés au moyen du système de gestion informatique pour les importations de produits agricoles, et recueillent les demandes compte tenu de leur ordre d'arrivée avant le 20 septembre. Après quoi elles établissent, conjointement avec les autorités locales chargées du commerce extérieur et de la coopération économique, un rapport par écrit qu'elles adressent à la Commission nationale du développement et de la réforme et au Ministère du commerce.

5. La Commission nationale du développement et de la réforme et le Ministère du commerce réattribuent les parts du contingent restituées dans l'ordre dans lequel lui sont parvenues les déclarations faites par Internet. Les résultats de la réattribution sont notifiés aux utilisateurs finals au plus tard le 30 septembre. Lorsque la quantité totale demandée est inférieure au volume du contingent tarifaire devant être réattribué, toutes les demandes sont satisfaites. Lorsque la quantité totale demandée est supérieure au volume du contingent tarifaire devant être réattribué, la réattribution est faite conformément aux principes énoncés à l'article 4 des "Règles d'attribution", c'est-à-dire qu'elle tient compte des antécédents d'importation des entreprises, de leur capacité manufacturière, ainsi que de leur expérience et de leurs compétences en matière de production, d'importation, de ventes ou de service après-vente sur les marchés internationaux.

6. Lorsque les demandes de parts du contingent tarifaire pour le commerce général pour la laine et la laine peignée émanent de requérants qualifiés conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente décision, ceux-ci peuvent déposer une seconde demande, conformément aux décisions relatives au volume demandé énoncées dans les "Règles d'application" et compte tenu des contrats d'importation, auprès des commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale). Les autres questions sont examinées par les commissions pour la planification locales provinciales (régions autonomes, municipalités placées directement sous l'autorité du Conseil d'État et municipalités à l'échelle provinciale) conformément aux dispositions pertinentes des "Règles d'application".

7. Les autres questions, comme la durée de validité des parts du contingent tarifaire réattribuées, sont régies par les "Mesures intérimaires" et les "Règles d'application".

**Décision de la Commission d'État pour le développement et la planification
N° 6, 2002³**

Les "Règles d'application régissant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003" sont formulées conformément aux "Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles"; elles sont communiquées ci-après.

Commission d'État pour le développement et la planification
30 septembre 2002

Article premier. Les règles d'application régissant l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003 sont formulées conformément aux Mesures intérimaires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles dans le but de mettre en œuvre l'administration des contingents tarifaires à l'importation pour la laine et la laine peignée (ci-après dénommés "les contingents tarifaires").

Article 2. Les contingents tarifaires sont soit du type A soit du type B. Le type A correspond aux contingents tarifaires pour le commerce général et s'applique aux laines et laines peignées importées dans le cadre du commerce général, de dons, du commerce de troc et du petit commerce frontalier (à l'exclusion du trafic de perfectionnement actif). Le type B correspond aux contingents tarifaires pour le trafic de perfectionnement actif et s'applique aux laines et laines peignées importées par le biais du trafic de perfectionnement actif. Les laines et laines peignées importées dans des zones sous douane et des zones franches pour l'industrie d'exportation dans le cadre du programme de perfectionnement actif sont exemptées du certificat de part de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles.

Article 3. En 2003, la répartition des contingents tarifaires pour la laine et la laine peignée repose à titre d'essai sur le principe du "premier arrivé, premier servi". Les requérants sollicitent des parts de contingent tarifaire en présentant des contrats d'importation accompagnés des renseignements pertinents. En vertu du principe du "premier arrivé, premier servi", la SDPC délivre le certificat de part de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles, type A (ci-après dénommé "le certificat A") ou le certificat de part de contingent tarifaire à l'importation pour les produits agricoles, type B (ci-après dénommé "le certificat B", "les certificats" renvoyant à la fois au certificat A et au certificat B) aux requérants qualifiés en fonction de leurs qualifications. Une fois que la quantité totale faisant l'objet du contingentement pour 2003 est entièrement attribuée, les demandes ne sont plus acceptées.

Article 4. La quantité totale de produits autorisée aux fins des contingents tarifaires à l'importation en 2003 est de 275 750 tonnes, dont 95 000 tonnes dans le cadre du programme de perfectionnement actif, en ce qui concerne la laine, et de 76 250 tonnes, dont 34 000 tonnes dans le cadre du programme de perfectionnement actif, en ce qui concerne la laine peignée.

Article 5. Sont admis à solliciter des parts de contingent tarifaire dans le cadre du commerce général:

- 1) les entreprises de production et les commerçants qui, en 2002, ont acquis des parts de contingent tarifaire et qui avaient des antécédents d'importation (ci-après dénommés "les requérants avec antécédents d'importation");

³ Seule la version en chinois de ce document fait foi. Le texte en anglais n'est fourni qu'à titre de référence.

- 2) les entreprises de production qui utilisent de la laine ou de la laine peignée comme matière première et réalisent des ventes annuelles d'une valeur égale ou supérieure à 50 millions de yuan RMB mais qui n'ont pas d'antécédents d'importation de laine et de laine peignée en 2002, ainsi que les entreprises désignées par le MOFTEC comme importatrices de laine ou de laine peignée (ci-après dénommés "les requérants sans antécédents d'importation").

Article 6. Remplissent les conditions (attachées à la délivrance des certificats de type A ou B) les entreprises:

- 1) qui se sont enregistrées auprès de l'Administration nationale pour l'industrie et le commerce avant le 1^{er} janvier 2003;
- 2) qui jouissent d'une bonne situation financière et affichent un dossier irréprochable de paiement de leurs impôts;
- 3) qui n'ont aucun dossier d'acte illicite de 2000 à 2002 auprès des douanes et des autorités responsables en matière d'industrie et de commerce, de fiscalité et d'inspection et de mise en quarantaine des produits;
- 4) qui ont subi avec succès l'inspection annuelle de 2001; et
- 5) qui n'ont pas enfreint les "Mesures intérimaires régissant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles" ni les "Règles d'application relatives à l'administration du contingent tarifaire pour l'importation de laine et de laine peignée en 2003".

Article 7. Dans la juridiction territoriale à laquelle ils appartiennent, les requérants présentent le contrat d'importation de laine ou de laine peignée pour solliciter une part de contingent tarifaire de type A auprès des agences locales agréées (ci-après dénommées "les agences agréées"). Ils remplissent le formulaire de demande de part de contingent tarifaire à l'importation de type A pour la laine et la laine peignée (voir l'Appendice) accompagné des éléments de preuve et des documents pertinents.

Article 8. Les requérants qui sollicitent des parts de contingent tarifaire de type A peuvent présenter plusieurs demandes successives au cours d'une année civile sous réserve des restrictions quantitatives suivantes:

- 1) Les requérants avec antécédents d'importation peuvent solliciter avant le 30 septembre 2003 des parts cumulatives de contingent tarifaire à l'importation ne dépassant pas la quantité de leurs importations réelles en 2002 (à l'exclusion des importations effectuées par l'entremise d'agents). Les requérants dont les importations réelles n'ont pas atteint 200 tonnes peuvent solliciter une part de contingent n'excédant pas 200 tonnes.
- 2) Les requérants sans antécédents d'importation peuvent solliciter avant le 30 septembre 2003 une part de contingent tarifaire à l'importation ne dépassant pas 200 tonnes.

Article 9. Les utilisateurs finals qui ont acquis des parts de contingent tarifaire de type A et qui ont réalisé des importations à concurrence de la quantité limitée visée à l'article 8 avant le 30 septembre peuvent solliciter auprès de la SDPC des parts additionnelles de contingent après cette date.

Article 10. Après avoir reçu les demandes de part de contingent tarifaire de type A, les agences agréées se mettent en liaison avec le réseau informatisé de la SDPC pour faire rapport sans délai sur les demandes qui satisfont aux prescriptions énoncées aux articles 5 et 6. L'ordre d'arrivée des demandes sera établi d'après l'heure et la date indiquées par le poste terminal du réseau de la SDPC. Aucune nouvelle demande ne sera acceptée une fois que le poste terminal du réseau de la SDPC indiquera que les parts restantes de contingent tarifaire ont toutes été attribuées.

Article 11. La SDPC communiquera aux agences agréées le résultat des demandes qu'elles lui ont adressées dans les cinq jours ouvrables.

Article 12. Dès qu'elles reçoivent l'avis d'attribution de parts de contingent de type A, les agences agréées délivrent aux requérants le certificat A pour la part de contingent autorisée par la SDPC.

Article 13. Le certificat est valable pendant six mois à compter de la date de délivrance.

Article 14. La validité des certificats expire le 31 décembre 2003. Lorsqu'un envoi a quitté le port d'origine avant le 31 décembre 2003 mais arrivera à destination au début de l'année suivante, les utilisateurs finals doivent, avant le 31 décembre 2003, demander une prolongation de la durée du certificat à l'agence agréée qui avait initialement délivré le certificat, en présentant les preuves pertinentes. La durée de validité du certificat ne peut être prolongée au-delà du 15 février de l'année suivante.

Article 15. Les entreprises exerçant dans le secteur du commerce de transformation doivent demander le certificat B aux agences agréées par la SDPC de leur région, en présentant le certificat d'autorisation du trafic de perfectionnement actif délivré par les autorités responsables du commerce extérieur et de l'économie de la province accompagné des autres renseignements pertinents visés à l'article 6.

Article 16. Les agences agréées par la SDPC délivrent le certificat B aux requérants qualifiés dans les cinq jours ouvrables, après s'être assurées qu'il leur reste des parts de contingent tarifaire dans le cadre du programme de perfectionnement actif. La durée de validité et la date d'expiration du certificat B sont fixées conformément aux articles 13 et 14.

Article 17. Dans l'éventualité où des utilisateurs finals n'utilisent pas leurs parts de contingent tarifaire avant la fin de la période de validité, la SDPC récupère lesdites parts.

Article 18. Dans l'éventualité où des utilisateurs finals n'importent pas de laine ou de laine peignée pendant la période de validité des certificats, la SDPC rejette leurs demandes de parts de contingent additionnelles pour l'année en cours.

Article 19. Les entreprises qui ont acquis un certificat par la fabrication de faux sont passibles des peines prévues dans les Mesures provisoires concernant l'administration des contingents tarifaires pour l'importation de produits agricoles.

Article 20. Dans les 20 jours suivant l'achèvement des formalités douanières, les utilisateurs finals présentent une photocopie de la première copie (formalités douanières que doit remplir le destinataire) des certificats visés par les douanes, et une photocopie de la déclaration en douane à l'agence agréée qui a initialement délivré le certificat. Les dispositions de l'article 18 sont applicables lorsque les pièces précitées ne sont pas présentées dans les délais.

Article 21. L'importation de laine et de laine peignée est gérée et administrée conformément aux dispositions pertinentes du MOFTEC.

Article 22. La SDPC interprète les présentes règles.

**Appendice: Formulaire de demande de part de contingent tarifaire
à l'importation pour la laine et la laine peignée, type A**

Cachet du requérant

Région:	Nom du requérant:	
Siège social:	Numéro d'enregistrement auprès des autorités chargées de l'industrie et du commerce:	
Numéro d'enregistrement fiscal:	Type de contingent tarifaire demandé:	<input type="checkbox"/> Avec antécédents d'importation <input type="checkbox"/> Sans antécédents d'importation
Nom de la personne à contacter:	N° de téléphone:	N° de télécopie:
Nature de l'entreprise:	<input type="checkbox"/> Publique <input type="checkbox"/> En propriété collective <input type="checkbox"/> Privée <input type="checkbox"/> À participation étrangère <input type="checkbox"/> Autre	
Type d'entreprise:	<input type="checkbox"/> Manufacturière <input type="checkbox"/> Commerciale <input type="checkbox"/> Autre	
Capacité de production de l'entreprise:		Ventes totales (en 10 000 RMB):
		Quantité annuelle demandée (en tonnes):
Part de contingent tarifaire attribuée en (en tonnes):	Importations effectuées dans les limites de la part de contingent tarifaire (en tonnes):	
Part de contingent tarifaire attribuée en 2002 (en tonnes):	Importations effectuées dans les limites de la part de contingent tarifaire (en tonnes):	
Quantité demandée en l'occurrence (en tonnes):	Quantité totale obtenue cette année (en tonnes):	
Contrat 1:		
Quantité contractuelle (en tonnes):	Nom du produit agricole:	Code du produit agricole:
Importateur:	Code douanier de l'importateur:	
Numéro de contrat:	Date de signature:	
Mode de commerce:	Source de devises:	Port de la déclaration en douane:
Période d'envoi:	Lieu d'origine:	Pays commerçant (région):
Valeur totale:	Valeur en dollars:	Prix à l'unité:
Contrat 2:		
Quantité contractuelle (en tonnes):	Nom du produit agricole:	Code du produit agricole:
Importateur:	Code douanier de l'importateur:	
Numéro de contrat:	Date de signature:	
Mode de commerce:	Source de devises:	Port de la déclaration en douane:
Période d'envoi:	Lieu d'origine:	Pays commerçant (région):
Valeur totale:	Valeur en dollars:	Prix à l'unité:
Avis de l'agence agréée chargée de l'examen et de l'autorisation		

- Notes:
1. Demandes distinctes pour les importations de laine et de laine peignée.
 2. Prière d'indiquer dans le formulaire les données pertinentes de chaque contrat.